

CRAN: Le pays ne peut plus attendre
par [CRAN](#) | Août 1, 2024 | [Actualités](#)



La CoEH a reçu une communication de CRAN (Cellule de Réflexion et d'Action Nationale) sur la situation actuelle en Haïti. La CRAN observe avec beaucoup d'attention la route que le pays est en train de suivre. La CRAN a de grands espoirs de changement. Mais il voit les nombreuses vieilles attitudes et mentalités qui bloquent le chemin vers de nouvelles pratiques. *Les politiciens et autorités doivent comprendre la nécessité pour qu'il y ait un changement radical.* Ils doivent comprendre que le pays ne peut plus attendre. Voici le texte intégral:

Juillet 2024

CRAN observe avec beaucoup d'attention la route que le pays est en train de suivre. CRAN veut que le pays s'engage dans une direction qui donne de l'espoir. Ce que bon nombre de citoyens et citoyennes espèrent, **c'est une politique de coupure avec l'ancien système et de nouvelles pratiques politiques, pour créer un pays différent.** Pour le moment, la CRAN se sent obligée d'exprimer son inquiétude et sa crainte, et elle se sent obligée de poser plusieurs questions aux nouveaux dirigeants.

Oui, depuis quelques temps, après beaucoup d'hésitations où les partis et coalitions politiques prouvent qu'ils ne comprennent rien des urgences vécues par la majorité de la population, on a réussi à mettre en place un Conseil présidentiel. Il n'y a pas 9 présidents, il n'y a qu'une seule présidence. Seulement, ce sont les politiciens qui ont pris le changement en main. Pour que de nombreuses coalitions et regroupements politiques parviennent à un accord pour donner ensuite te pays priorité, il a fallu du temps, parce qu'il y a des sensibilités et hésitations. Le pays peut bien attendre pour eux.

Maintenant, il y a un Premier ministre, M. Gary Conille et un gouvernement. C'est une avancée que la CRAN encourage. Seulement, CRAN est étonnée de voir qu'à l'intérieur du pays on ne

trouve presque plus de compétences. Où sont allés les cadres locaux ? Le Premier ministre vient de la diaspora, de nombreux ministres viennent de la diaspora. Certes, de nombreuses voix plaident pour donner à la diaspora une place dans le développement du pays. Mais il semblerait qu'il n'y ait plus personne dans le pays. Tout vient de la diaspora. Soyons clairs : une personne qui vit à l'extérieur du pays pendant 5 ou 10 ans, lorsqu'elle revient au pays, elle est comme une étrangère. La grande crise vécue par le pays fait qu'on ne retrouve plus le pays d'Haïti qu'on a connu.

En plus, il manque de femmes dans les structures étatiques, même si elles représentent 52% de la population.

Dans toutes les décisions aux pays, la communauté internationale pèse lourdement sur le dos de la Nation. Est-ce que tous ces fonctionnaires internationaux qui conseillent, qui font pression, connaissent le pays vraiment ? N'est-ce pas l'étranger qui dans le passé a parrainé Le centre de tabulation, qui est devenu un lieu pour cacher plus facilement la fraude électorale ? N'a-t-il pas indiqué qui serait président après le départ du président Préal ? Le CPT à 9 têtes, même si c'est le moyen de contenter l'ensemble les groupes de politiciens haïtiens, n'est pas lui qui a persévéré à le défendre ?

Quelques questions et souhaits :

1. CRAN souhaite une plus grande participation des femmes dans les institutions de l'État.
2. CRAN souhaite que le nouveau budget de l'État (octobre 2024) manifeste une réelle préoccupation pour les besoins fondamentaux de la population : la sécurité, la possibilité de rentrer chez soi pour les déplacés, un lieu décent pour habiter, de la nourriture et une économie qui fonctionne. La population souhaite de vivre comme des personnes humaines.
3. CRAN souhaite la réalisation de la sécurité ; il faut des sanctions pour les bandits et leurs complices, n'importe qui ils sont :
 - Il faut que les familles et les personnes déplacées puissent rentrer chez elles et reprendre leurs activités. L'État doit s'organiser pour que les victimes de la violence criminelle trouvent dédommagement.
 - Il faut que les paysans puissent entrer dans la ville avec leurs denrées.
 - Il faut combattre l'impunité pour les crimes de droit commun comme le vol, le viol, l'assassinat. *Amnesty* ne peut s'appliquer qu'en matière politique (Constitution, art. 147). Des sanctions doivent s'appliquer à tous les coupables.
 - Il faut le désarmement. «Déposer» les armes ne signifie pas encore «remettre» les armes.
4. CRAN souhaite que l'État organise des politiques publiques pour soulager la misère de la population:
 - Il faut que les gens aient accès aux hôpitaux pour prendre soin de leur santé et de leurs enfants ;
 - Chaque enfant et chaque jeune doit avoir accès à une bonne école de base gratuite. C'est un aspect de la lutte contre l'insécurité.
5. CRAN souhaite que la Justice reprenne ses fonctions bien vite :
 - La justice doit devenir indépendante, être honnête et agir avec compétence.
 - Il ne doit pas y avoir d'impunité, même si les enfants mineurs des gangs méritent une considération adaptée.
 - La corruption doit stopper. Ce n'est pas le moment pour profiter du malheur qui frappe des voisins.

La CRAN a de grands espoirs de changement. Mais il voit les nombreuses vieilles attitudes et mentalités qui bloquent le chemin vers de nouvelles pratiques. *Les politiciens et autorités doivent comprendre la nécessité pour qu'il y ait un changement radical.* Ils doivent comprendre que le pays ne peut plus attendre.